

Enfin, en ce qui concerne le troisième objectif, nous avons produit un document qui est un pilier des efforts prioritaires du gouvernement, tant dans le domaine de la politique commerciale que dans celui du développement du commerce.

Parlons d'abord de la politique commerciale. Comme vous le savez tous, le gouvernement a participé jusqu'ici à un certain nombre d'initiatives pour améliorer l'accès aux marchés de nos partenaires commerciaux. Je parle de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis (ALE), de la négociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'achèvement des négociations commerciales multilatérales (NCM).

Étant donné les progrès très lents des NCM, certaines personnes ici présentes sont peut-être devenues très sceptiques quant aux perspectives d'un résultat positif. À ces sceptiques je réponds : ne perdez pas espoir. N'oubliez pas que des progrès très réels ont été accomplis. Le président américain, M. Clinton, a annoncé récemment qu'il tentera de prolonger le pouvoir accordé par la procédure accélérée, ce qui montre que les États-Unis sont résolus à faire aboutir les négociations.

Le chemin qui se trouve devant nous est certes semé d'embûches. Mais en persévérant et en faisant preuve d'une ferme volonté politique, les ministres du commerce de tous les pays peuvent obtenir le résultat complet qu'ils recherchent tous.

L'abolition des barrières commerciales ne se limite toutefois pas au domaine international. Dans le cas du Canada, il s'agit aussi d'une priorité nationale. Depuis un trop grand nombre d'années, les barrières au commerce interprovincial nuisent à la compétitivité de beaucoup d'entreprises canadiennes.

Ces derniers mois, j'ai travaillé avec mes collègues provinciaux à ouvrir le marché intérieur canadien. Il y a deux semaines, le comité des ministres du commerce intérieur a examiné un plan d'action visant la conclusion d'une entente générale d'ici le 30 juin 1994.

Les avantages très réels de la libéralisation du commerce, tant sur le plan national qu'international, nous ont aussi incités à tenter de libéraliser nos échanges, d'abord avec nos plus proches voisins, les États-Unis, par l'ALE, puis à l'échelle continentale, au moyen de l'ALENA.

Les avantages de l'ALE sont de plus en plus apparents. Certes, l'année 1992 a été exceptionnelle pour les exportations canadiennes, étant marquée par une augmentation de 11 p. 100 par rapport à l'année précédente, mais nos ventes aux États-Unis ont été encore plus impressionnantes. Nos exportations à destination de ce pays, notre plus grand marché, ont atteint 122,3 milliards de dollars, soit une hausse de 13,6 p. 100 par rapport au niveau